

COMMUNIQUE DE PRESSE / 23 MAI 2017

AUTONOMIE PROTEIQUE DES ELEVAGES FRANÇAIS : UN ATOUT A VALORISER¹

La journée « la protéine dans tous ses états » organisée par le Céréopa (Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Economie et l'Organisation des Productions Animales) le 16 mai 2017, avait pour but de faire le point sur l'approvisionnement en protéines des élevages français.

L'approvisionnement en protéines des élevages français, un sujet stratégique :

Les produits animaux que nous consommons nous fournissent des protéines d'une qualité remarquable : comparativement aux protéines végétales, les protéines d'origine animale sont très « équilibrées », particulièrement digestibles et porteuses de nombreux micronutriments « essentiels » à notre santé. Pour pouvoir nous fournir ces protéines, les animaux doivent manger des protéines végétales. Il y a bien des incertitudes concernant la disponibilité mondiale en protéines végétales à l'horizon 2030. Aussi, il est légitime de se poser la question de notre capacité future à approvisionner notre cheptel. Mais il y a aussi un autre enjeu : la production de ces protéines sur notre sol sera associée à bien des vertus agronomiques et environnementales. Quel type de protéines importons et exportons-nous aujourd'hui ? Quel est le niveau d'autonomie de la France ? Comment l'équilibre mondial offre-demande en viandes et produits animaux risque-t-il d'évoluer à l'horizon 2030 ? Quelles sont les réelles pistes d'amélioration de cette autonomie ? Telles sont les questions qui ont été traitées au cours de cette journée.

La France produit plus de protéines végétales qu'elle n'en a besoin mais manque de certaines protéines spécifiques :

La France ne manque pas de protéines végétales, la preuve, nous sommes excédentaires de 2 millions de tonnes (Mt), soit 12% de plus que nos besoins ! En revanche, toutes les protéines végétales ne se valent pas. En effet, nos animaux ont besoin pour leur croissance de certaines protéines concentrées telles que des protéines de luzerne, de pois, de fèves, de colza, de tournesol ou de soja. C'est ce qu'on appelle des matières premières riches en protéines. Vu sous cet angle, nous sommes déficitaires à hauteur de 42% car nous importons, par exemple, du soja brésilien et du tournesol ukrainien à des prix défiant toute concurrence. Malgré cette forte dépendance, la France reste une bonne élève au sein de l'UE à 28 où le déficit moyen est de 64% en 2015. En effet, nos animaux consomment de l'herbe issus de prairies, des tourteaux² de colza et de tournesol métropolitains, et ce en quantités plus importante que la plupart de nos voisins. Il s'agit d'un atout sur lequel nous communiquons peu, alors même qu'il concerne des protéines qui ne sont pas en concurrence avec l'alimentation humaine.

Plus qu'un risque d'approvisionnement, il s'agit avant tout d'améliorer la durabilité de nos productions animales :

Les matières premières riches en protéines dont nous avons besoin sont souvent très vertueuses sur le plan environnemental. La plupart nécessitent peu d'énergie pour être cultivées et améliorent la qualité de nos sols. Aussi, l'autonomie protéique est avant tout considérée par les acteurs des filières comme un levier pour

¹ Un rapport complet sur l'indépendance protéique des élevages français est disponible en téléchargement au lien suivant : http://www.cereopa.fr/wp-content/uploads/2017/05/rapport_autonomie-proteique_cereopa_23052017.pdf

² Coproduit issu de la production d'huile

améliorer la durabilité des productions animales françaises. L'aide publique à la production, à l'utilisation et la contractualisation producteurs-transformateurs-distributeurs semblent être des passages obligés pour l'utilisation de ces plantes. Leur caractère durable peut être mis en avant par les entreprises agroalimentaires pour différencier leurs produits sur les marchés locaux et internationaux. Cela peut leur permettre de conforter leur place sur les marchés, d'en regagner, voire d'en conquérir de nouveaux. La différenciation des produits peut également permettre d'augmenter des marges devenues très faibles relançant ainsi l'investissement et augmentant l'attractivité des entreprises. Il convient tout de même de rappeler que dans un monde en plus faible croissance, il n'est pas exclu que cela se fasse au détriment d'autres secteurs économiques. Le secteur alimentaire est cependant particulièrement légitime pour capter de la valeur car il est le socle d'une stabilité et d'un développement économique et social plus global.

Contacts presse :

01 44 08 18 05

patricia.lecadre@cereopa.fr

thomas.guilbaud@cereopa.fr